



39th  
Annual General  
Meeting

# COVID-19 DANS LES VILLES AFRICAINES

Impacts, réponses et perspectives

---

Présentation par: [Oumar Sylla](#)

Date: [15 Septembre 2020](#)

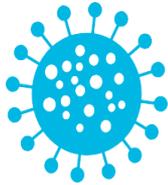
# Impact de COVID-19 en Afrique



Plus de **193 villes** touchées par Covid-19



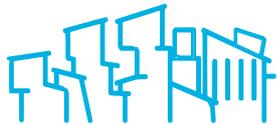
**25 millions de personnes** pourraient tomber dans l'extrême pauvreté



Plus de **95 %** du total des cas dans les zones urbaines et **1,25 million de cas confirmés** au 3 septembre 2020



Une baisse de **3,2 à 1 %** de la croissance moyenne du PIB en Afrique en 2020 est prévue

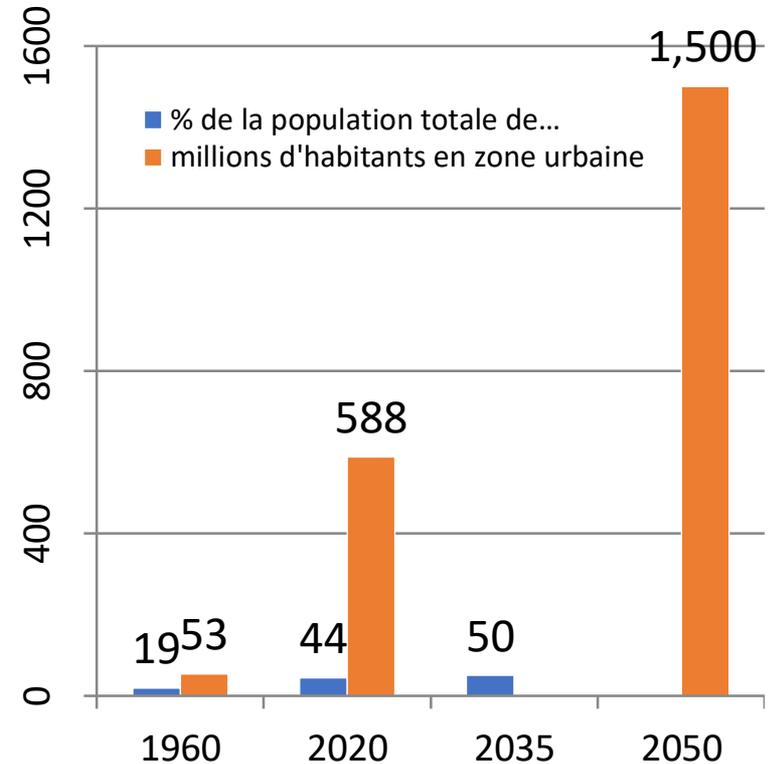


**40%** des exportations de la région chutent en raison de la chute mondiale des prix du pétrole

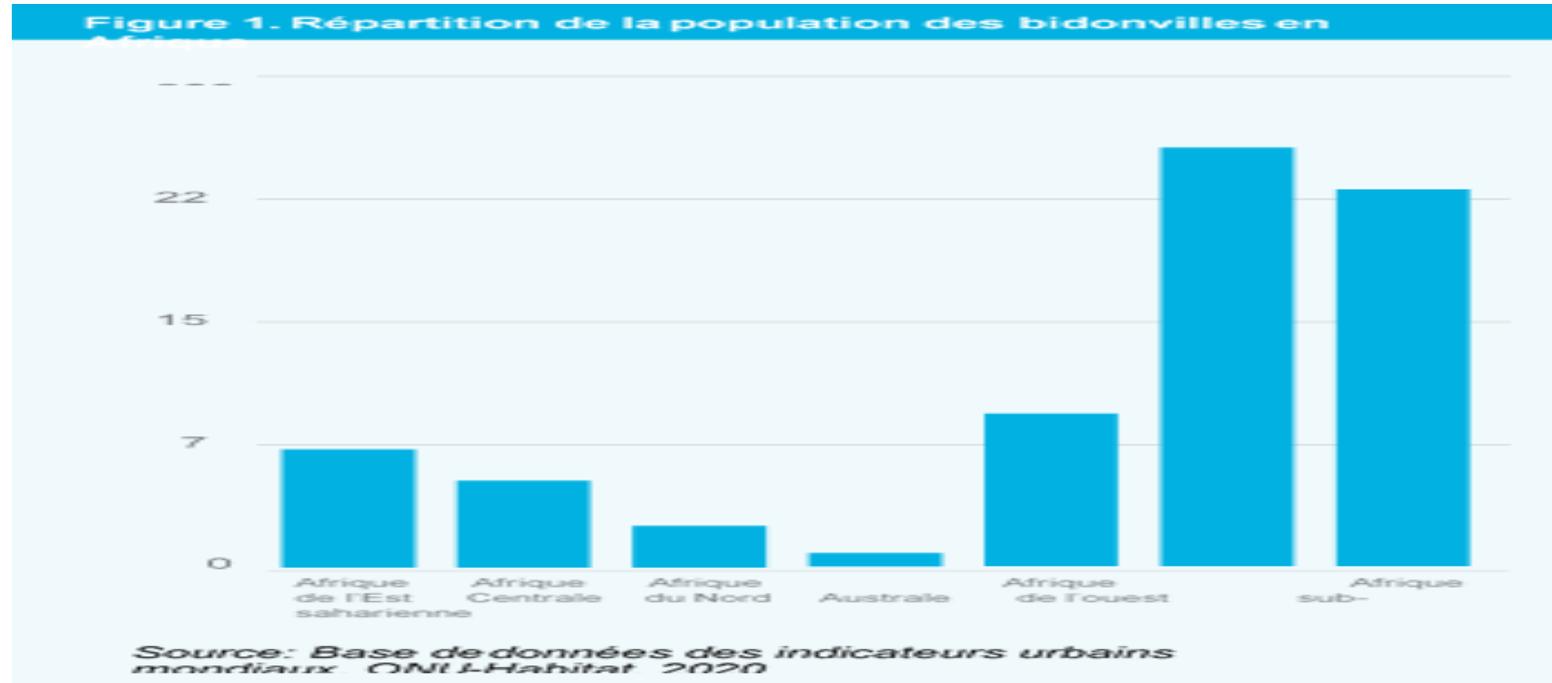
# Urbanisation africaine : Facteur de risque de COVID-19

## Urbanisation rapide et non planifiée

- Les petites et moyennes villes sont celles qui connaissent la croissance la plus rapide et concentrent la majeure partie de la population urbaine en Afrique.
- En 2018, seules 221 villes africaines dépassaient les 300 000 habitants alors que plus de 10 000 villes et agglomérations comptaient moins de 300 000 habitants.
- Ces villes sont confrontées à des défis prononcés en matière de planification urbaine et de capacité de gestion, ce qui peut également limiter les réponses à la COVID-19.

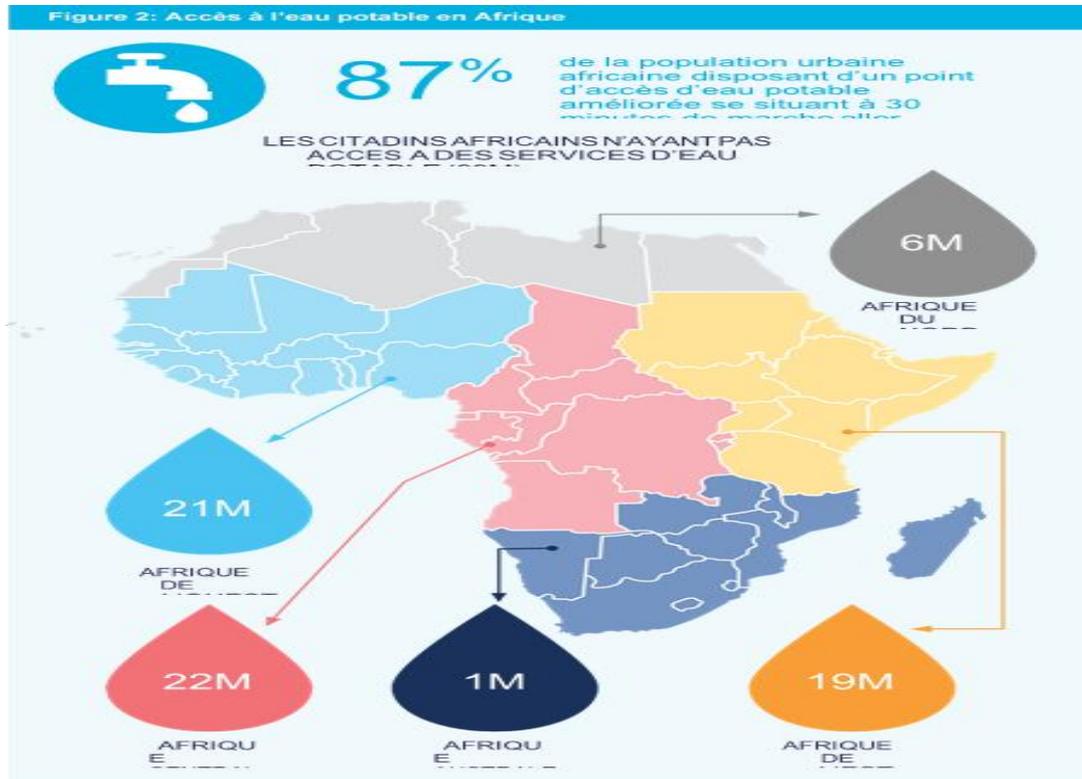


# Prévalence des bidonvilles et des établissements informels (47% de la population urbaine totale ; 52% en Afrique subsaharienne ; 48% en Amérique du Nord)



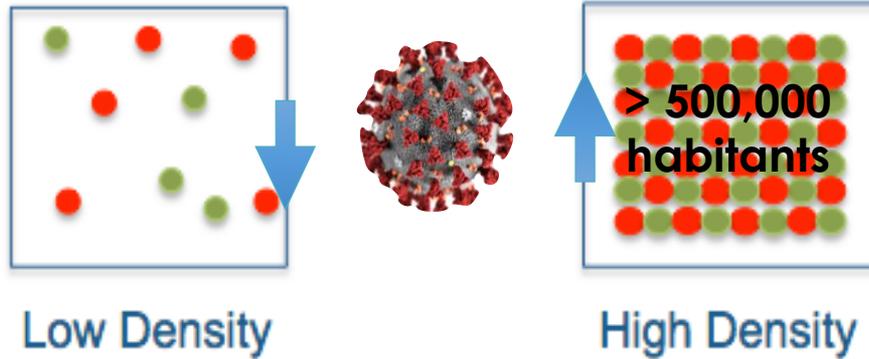
## Répartition de la population des bidonvilles en Afrique

# Accès aux services de base dans les zones urbaines

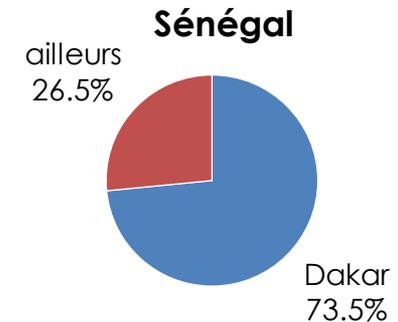
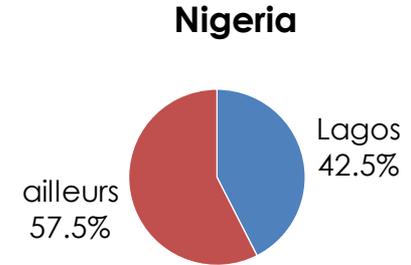


- 69 millions de citoyens n'ont pas accès aux services d'eau potable (Afrique centrale, occidentale et orientale).
- 55% de la population urbaine a accès à des installations sanitaires de base
- 47 % des résidents urbains disposent d'installations de base pour se laver les mains à domicile

# Densité, mobilité et places de marché : Opportunités contagieuses

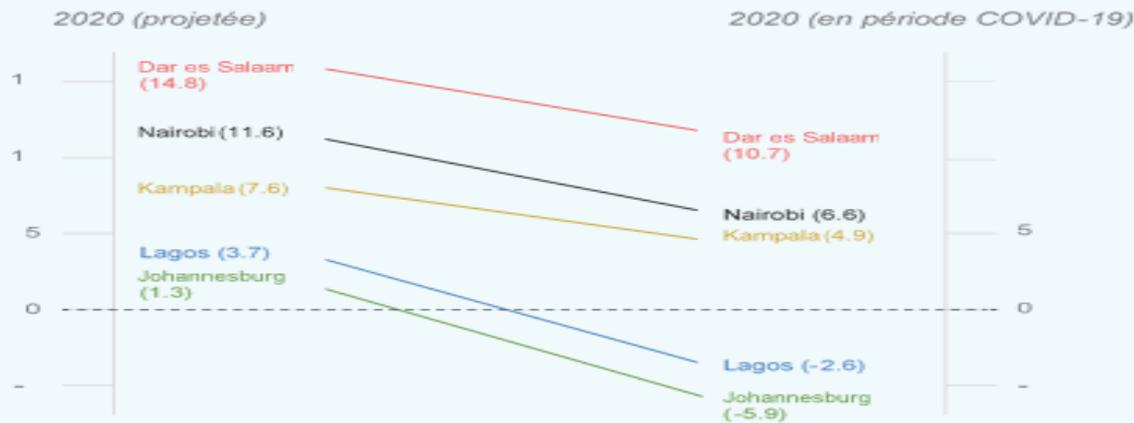


Les conditions de densité qui prévalent, ainsi que la force des liens avec les sources d'infection (par exemple, les voyages internationaux) pourraient expliquer les variations importantes actuelles des cas de COVID-19 signalés.



# Impacts économiques et financiers de COVID-19 dans les zones urbaines

Figure 5: Croissance projetée et croissance en période COVID-19 dans certaines villes primaires africaines

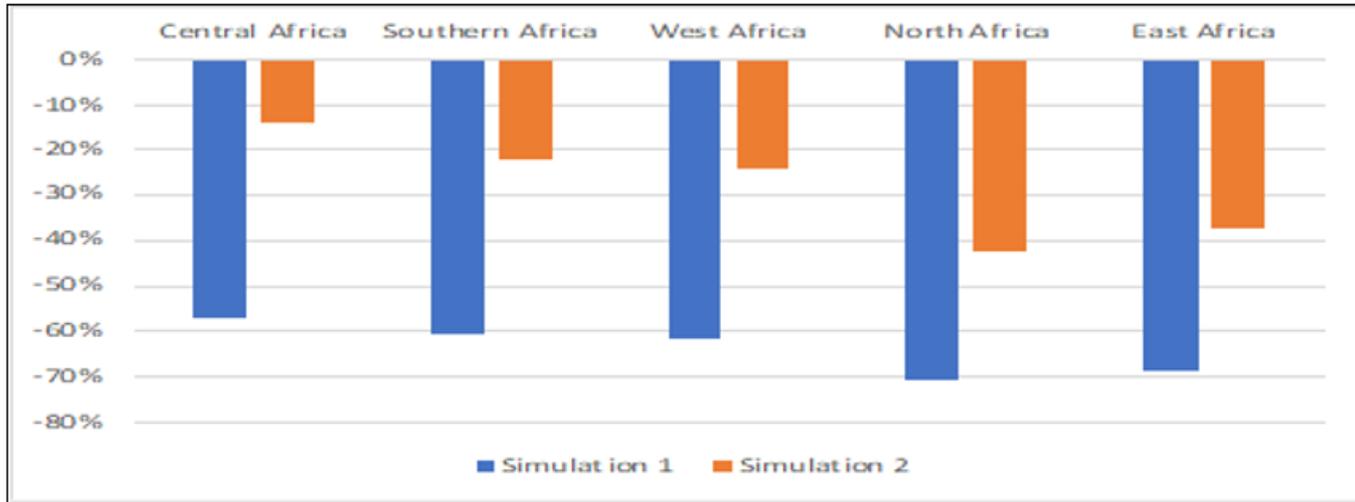


Source: Calculs du FENU basés sur les statistiques nationales et les projections de croissance du FMI

**Projection de la croissance et de l'accroissement dans les conditions COVID-19 dans certaines villes primaires africaines.**

- La contraction économique aura un impact sur les activités échangeables, en particulier l'industrie manufacturière et les services.
- Par exemple, Johannesburg et Lagos, devraient connaître une croissance négative. Nairobi devrait se contracter de 5 %. Les deux autres villes de l'échantillon connaîtront une baisse de 3 à 4 %.
- La contraction de l'économie urbaine réduira directement les recettes municipales, ce qui entraînera une diminution des ressources financières pour la fourniture de services urbains

# Réduire la fiscalité locale

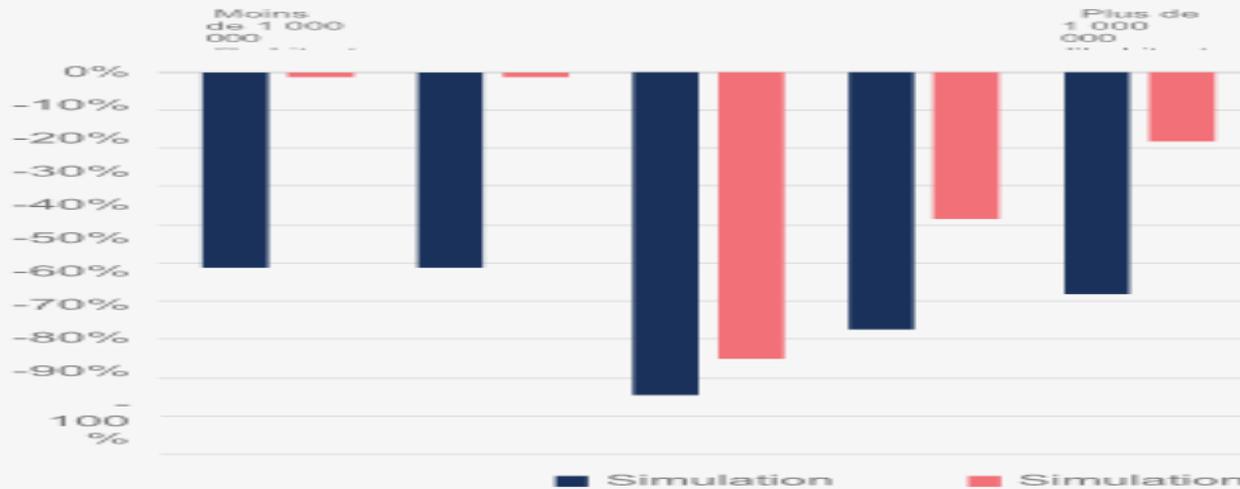


- En moyenne, les collectivités locales africaines devraient connaître une baisse des finances locales de l'ordre de 65 % dans le pire des cas et jusqu'à 30 % dans le meilleur des cas.

**Impact moyen des finances des collectivités locales et régionales dans les cinq régions d'Afrique.**

# Impact sur l'investissement en capital des collectivités locales et régionales

Figure 8: Impact sur l'investissement en capital des collectivités locales et régionales par taille de



Source: Données de l'Observatoire des finances locales en Afrique du

**Impact sur l'investissement en capital des collectivités locales et régionales par taille de population.**

- Les villes de moins de 200 000 habitants sont les plus touchées.
- Ces petites villes n'ont aucune capacité d'investissement.
- Toutes les ressources financières sont utilisées pour le fonctionnement des services publics.

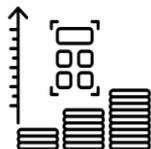
# Pauvreté et inégalité



- L'informalité, le sous-emploi et la précarité des emplois **touchent 80 % des Africains en âge de travailler.**
  - Absence de protection sociale et de mécanismes de soutien s'ils perdent leurs moyens de subsistance.
  - Pas de filets de sécurité ni de revenus alternatifs.
  - Pas d'argent liquide disponible et incapacité à stocker de la nourriture.
  - **Besoin d'une aide publique en espèces ou en nature** pour survivre.



- **Les femmes âgées de 15 à 49 ans sont surreprésentées dans les bidonvilles et les zones assimilables à des bidonvilles dans 80 % des 59 pays en développement (ONU-Habitat/ONU-Femmes, 2019) ; violence accrue à l'égard des femmes (SA : 10660 appels téléphoniques et 616 SMS du 27 mars au 16 avril).**

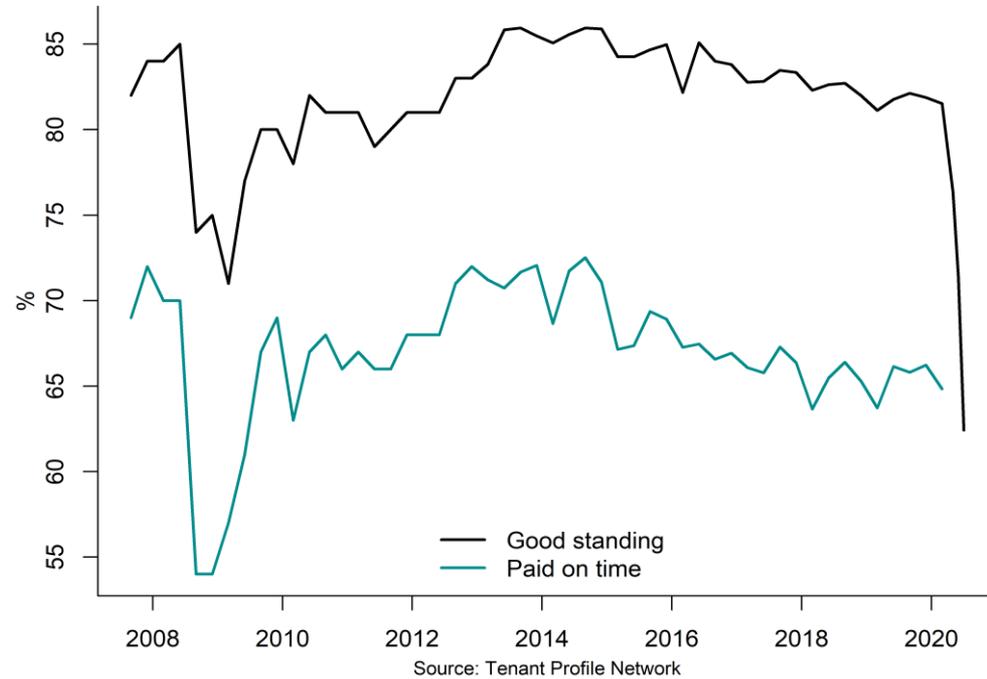


- **Les dépenses récurrentes pour la nourriture, l'énergie, l'eau et même dans les bidonvilles, le loyer est toujours dû à la fin du mois.**

# Problèmes financiers des ménages et du marché du logement

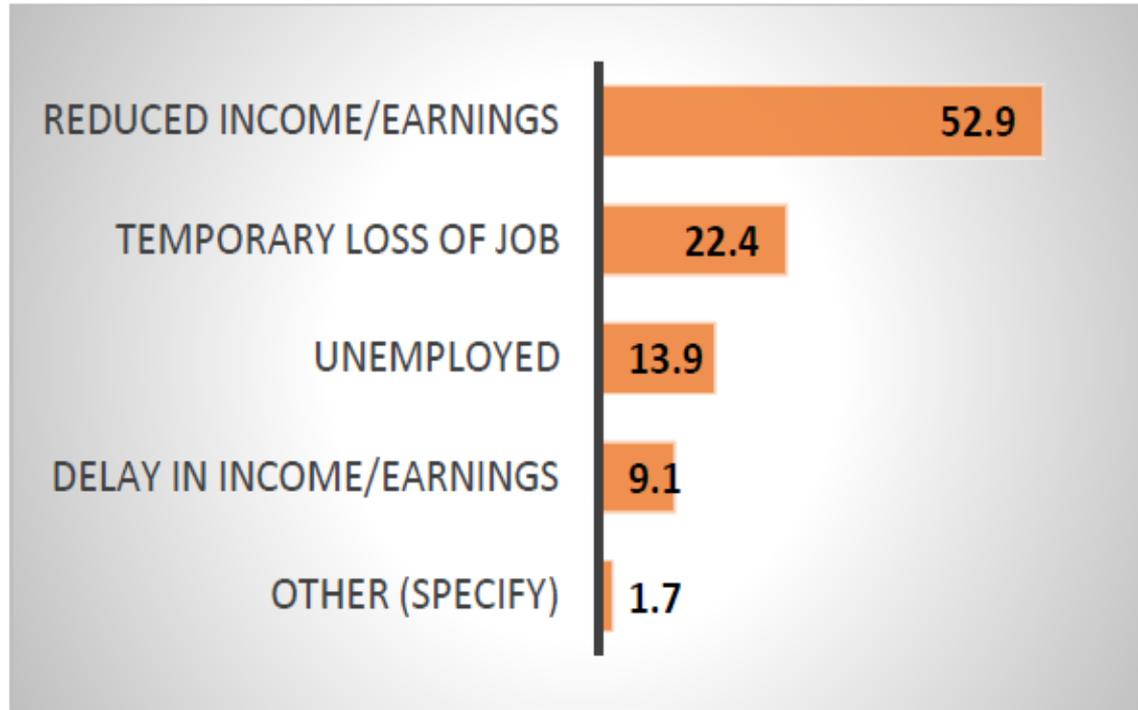
DES MESURES VISANT À ATTÉNUER LES PROBLÈMES DE SANTÉ RÉNALE	PAYS
<p><b>L'ALLÈGEMENT DES HYPOTHÈQUES</b> : Le gouvernement prescrit aux institutions financières de supprimer progressivement les paiements de la dette jusqu'à la fin de la crise :</p>	<p>Algérie, Angola, Cap Vert, Maroc, Namibie, Tunisie, Ouganda</p>
<p><b>INTERDICTION D'ÉVÈNEMENT</b> : locataires dont les revenus ont particulièrement diminué en raison de la pandémie de COVID-19 à cause d'arriérés de loyer :</p>	<p>Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie (Tigré), Afrique du Sud,</p>
<p><b>Gel des loyers</b> : dans les cas extrêmes, le paiement du loyer est complètement suspendu</p>	<p>Gabon, Éthiopie, Gabon, Guinée, Côte d'Ivoire</p>

# Locataires ayant un bon niveau de paiement des loyers en Afrique du Sud, 2007-2020



La proportion de locataires en règle a chuté de 81,5% au premier trimestre 2020 à 62,7% en juin 2020

# Impact sur le marché de la location au Kenya



30,5 % des ménages n'étaient pas en mesure de payer un loyer

Source: Enquête sur les impacts socio-économiques de COVID 19 sur les ménages, 2020

# Recommandations politiques pour les règlements informels

## Cibler les établissements informels par des mesures adaptées

- Fournir des services de soins de santé COVID 19 adaptés aux établissements informels en tenant compte de la vulnérabilité unique et élevée (eau, assainissement, gestion des déchets).
- Mettre en place des systèmes participatifs de collecte de données dans les établissements informels afin d'identifier les lacunes et de faciliter la coordination des interventions entre les différents acteurs (communautaires, locaux, nationaux).
- Élaborer des plans de régénération et de restructuration des établissements informels à intégrer dans les priorités et stratégies nationales pour s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité.

# Recommandations politiques pour le logement et les expulsions forcées

## Mettre en place des mécanismes pour promouvoir un accès rapide au logement et prévenir les expulsions forcées

- Le logement, un outil important pour la reprise économique : stimuler la chaîne de valeur du logement .
- Combler le manque de données sur le logement en collaboration (profil du logement, données sur le système d'occupation, le logement locatif, le financement et la disponibilité des terrains) ; et révision des politiques et stratégies de logement à moyen terme.

# Recommandation politique en matière d'urbanisme

## Intégrer la planification et la gestion urbaines en tant que priorités essentielles des stratégies de redressement et de reconstruction en vue d'une résilience à long terme

- S'attaquer aux facteurs structurels et sous-jacents de la vulnérabilité des villes aux chocs et au stress, notamment par des investissements dans les infrastructures, les services et la création d'emplois pour assurer la résilience.
- Intégrer la dimension sanitaire dans le processus et les mécanismes d'aménagement du territoire, en particulier dans les villes secondaires, et renforcer les compétences des urbanistes,
- Promouvoir une reprise et une reconstruction écologiques, notamment en développant des infrastructures permettant de diversifier la mobilité sûre et écologique grâce aux transports publics et aux systèmes de transport non motorisés

# Merci

[www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

